

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

« RETOUR AU CALME » AVEZ-VOUS DIT ?

1.105 bâtiments incendiés ou dégradés, 12.202 incendies de poubelles, 5.892 incendies de voitures, 269 postes de police et de gendarmerie attaqués entre le 27 juin et le 4 juillet : ces chiffres annoncés par le ministère de l'Intérieur sont révélateurs de l'ampleur des récentes émeutes qui ont touché tout le territoire français et qui ont eu un retentissement international. Voyage présidentiel annulé, rencontres officielles reportées, élus personnellement visés : la « République » était secouée ! Pas moins de 45.000 policiers ont été mobilisés. 3.915 personnes ont été interpellées (dont 1.244 mineurs), 374 comparutions immédiates ont débouché sur des condamnations conséquentes. « L'ordre » devait être rétabli et il l'a été. Le calme est de retour !



Et, dans le silence du calme retrouvé, les 10 millions de pauvres que compte la France (14 % de sa population) continueront à crever de faim, à survivre sans pouvoir se soigner ou se loger dignement. Plus que jamais, des milliers de foyers se verront brisés par la hausse indécente du coût de la vie, par les licenciements boursiers, par les politiques agressives des multinationales

qui sévissent dans les domaines de la santé, de la téléphonie (etc). La cascade de faillites des petites entreprises se poursuivra charriant son cortège de drames humains.

Et, dans la "République" triomphante, le roitelet Macron pourra continuer à bafouer la volonté du peuple Français et de ses élus, à saccager les services publics, le droit à une juste retraite et

autres acquis sociaux. Il pourra encore sabrer les budgets voués à la santé et à l'éducation, le financement des Collectivités locales, afin de livrer à Zelenski armements et milliards nécessaires à la guerre menée par l'OTAN contre la Russie.

Et, dans « l'ordre » rétabli, la majorité de la population, contenue, subira davantage encore les violences ininterrompues du capitalisme. Les émeutes, en effet, ont été une aubaine pour le gouvernement. Celles-ci ont été instrumentalisées par ses médias pour persuader la population que la cible principale des émeutiers était la voiture du travailleur, les établissements scolaires et les sièges d'associations sociales, désignant au passage les « responsables du chaos » : les jeunes qui « traînent dans les rues » et les « parents irresponsables » à qui il faudrait supprimer les aides sociales !

De quoi accélérer la marche vers la fascisation du système. De nouvelles lois liberticides sont mises sur le tapis. Les forces de répression se voient encouragées à déployer leur violence, leur racisme décomplexé et, confiantes en leur impunité, à multiplier ce qui est pudiquement qualifié de « bavures ».

« Dormez en paix, brave gens ! », claironne le gouvernement. "Le calme est de retour ! L'ordre est rétabli ! Nous avons mis fin aux violences urbaines !"

Oui, les nantis, bien protégés et rassurés, pourront reprendre leur vie de bombance dans les quartiers huppés. Quant à la grande majorité de la population, elle devrait se résoudre à subir toutes les agressions massives du quotidien, toutes ces « violences urbaines » auxquelles le

gouvernement n'envisage pas une seule seconde de mettre fin, « quoi qu'il en coûte » et sans délai. Sa mission n'était que de mettre fin à des émeutes menaçant le système dominant. Il y est parvenu cette fois encore.

Mais le régime en place se trompe lourdement en imaginant qu'il pourra indéfiniment contenir la révolte qui gronde. Le calme apparent et l'ordre imposé ne pourront jamais éteindre les braises qui brûlent sous les cendres. Tant que persisteront les violences institutionnelles et économiques, tant que les plus hautes instances seront gangrenées par le mensonge et la corruption, tant que la jeunesse sera privée d'éducation et de perspectives d'épanouissement, tant que souffleront les vents de l'injustice et de la répression, la société connaîtra des explosions sociales. Pour l'heure, celles-ci sont spontanées et, hélas, la population pâtit des dégâts collatéraux. Dans ces périodes de troubles, beaucoup de révoltés détruisent indistinctement, parce qu'animés par une souffrance et une rage qui les aveugle, la délinquance quotidienne s'exacerbe et, surtout, des provocateurs sont envoyés pour dévoyer le mouvement afin de justifier la répression.

Aussi, si l'on a à cœur la sécurité du peuple et de ses biens, si l'objectif est que les révoltes servent vraiment ses intérêts, il convient de travailler sans relâche à la compréhension par tous des dynamiques sociales et à l'organisation des masses populaires.

Mais, pour en finir vraiment avec toutes les violences qui minent la société, c'est le système capitaliste, son « calme » et son « ordre » qu'il faut éradiquer.

PAWOL FONDOK

« C'est en ne faisant pas les révolutions avec le peuple qu'on provoque les émeutes que le peuple paie. »

Abbé Pierre



INITIATIVES ALTERNATIVES

UNIS DANS LA LUTTE POUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

A l'invitation de la députée écologiste européenne Marie TOUSSAINT, une délégation du Collectif des Ouvriers (ères) empoisonnés (es) par les Pesticides s'est rendue en France pour participer à une rencontre les 24 et 25 juin derniers autour du thème « Justice environnementale ». C'est dans le quartier Saint-Jérôme à Marseille que la rencontre s'est déroulée. Le lieu était symbolique, puisqu'il s'agit d'une ancienne école réhabilitée et confiée par la municipalité à une association du nom de « Conscience » qui y mène de belles actions de solidarité sociale en faveur des défavorisés (distribution de cartons alimentaires, aide aux démarches administratives, etc). Nous relayons le compte-rendu présenté par Yvon SERENUS et Patricia MOUTENDA, respectivement Président et Secrétaire du Collectif.



La première chose à dire, c'est que nous avons reçu un accueil extrêmement chaleureux de la part des militants de « Conscience » et que la rencontre a été particulièrement enrichissante du fait que toutes les associations présentes sont concrètement impliquées dans un travail de terrain au sein de la population. Il est important de les citer :

- le « **Collectif des femmes-Ronchin** » représentée par Sue

Ellen DEMESTRE qui se mobilise pour l'obtention de meilleures conditions de vie dans les aires d'accueil pour les gens du voyage en France fortement exposés à diverses sortes de pollution.

- L'association « **K-pab6T** » représentée par Martine NOURRY qui contribue à la résolution des enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux sur l'île de la Réunion notamment

en direction des publics vulnérables.

- l'association « **Vivons nos banlieues** » représentée par Touré MASSALE qui lutte contre la précarité dans les quartiers et pour l'obtention de logements dignes et décents.
- L'association « **Conscience** » représentée par Amine qui se mobilise pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers et pour affirmer la place de



ses habitants face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

- L'association « **Pour que vive la vallée de l'Orbiel** » représentée par Philippe LEFILLEUL qui, depuis la grande inondation de 2018 dans l'Aude, se mobilise pour la dépollution des anciens sites miniers.

- L'association « **Gilet jaune** », qu'on ne présente plus, représentée par Priscillia LUDOSKY

- Le Collectif « **Urgence amiante écoles** » représenté par Emmanuel et Cyril VERLINGUE, qui vise à lutter et à informer le plus grand nombre sur les risques liés à l'amiante, en particulier dans les établissements scolaires publics.

- L'association « **Notre affaire à tous** » représentée par Chloé LAILLER qui cherche à faire reconnaître, au niveau pénal international, les atteintes les plus graves portées à l'environnement et qui œuvre à l'instauration d'une justice climatique.

- L'association « **Régionale de défense des victimes de l'amiante du nord Pas-de-Calais** » représentée par Pierre PLUTAT et Michel PARIGOT qui, depuis 30 ans, aide les victimes à faire valoir leurs droits et cherche à rendre pénalement responsables les auteurs de la catastrophe sanitaire de l'amiante.

Au cours de la rencontre, nous avons pu entendre des témoignages très émouvants de

victimes des crimes environnementaux, notamment ceux de parents qui ont perdu leur enfant, l'un mort d'un cancer à 13 ans, l'autre dans l'incendie d'un immeuble insalubre.

Fort de l'échange de toutes nos expériences, nous nous sommes penchés collectivement sur l'élaboration des revendications. A cet égard, nous avons pu bénéficier du soutien de Me Hilème KOMBILA, avocate en droit de l'environnement, de Sébastien MABILE, Expert de la commission mondiale du droit de l'environnement de l'UICN et de Me François De CAMBIAIRE, avocat spécialisé dans les questions environnementales.

Notre Collectif est intervenu pour poser les problèmes liés aux monocultures, sur le scandale de l'empoisonnement aux pesticides, sur la grève de 1974 qui avait déjà alerté sur la catastrophe en cours mais qui avait été sauvagement réprimée.

Nous avons parlé aussi de la répression qui frappe les militants anti-chlordécone.

Au bout du compte, des dispositions ont été prises pour coordonner la lutte de toutes les associations impliquées dans la lutte pour la justice environnementale.

En conclusion, c'était une très belle rencontre.

** En marge de la rencontre de Marseille, notre délégation a eu de multiples contacts avec des compatriotes vivant en France et avec d'autres organisations de défense de victimes des pesticides. Enfin, à l'invitation de Théo LUBIN, dont nous saluons l'important travail qu'il fait pour populariser notre cause, nous avons également participé à une émission sur « Radio Fréquence Plurielle » au côté d'autres militants associatifs.*



Photo prise après l'émission sur Radio Fréquence Plurielle



LE PLUS IMPORTANT, C'EST LE SOMMET DES PEUPLES !

Les 17 et 18 juillet, les dirigeants de l'Union européenne (UE) et de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) étaient réunis à Bruxelles pour tenter de combler le fossé qui ne cesse de s'élargir entre ces deux blocs. Une déclaration commune a été péniblement élaborée à coup de tractations diplomatiques, mais ce qui nous intéresse davantage c'est le Sommet des Peuples qui s'est tenu parallèlement dans la même ville et auquel les médias n'ont fait aucun écho. Un article de « Prensa Latina » évoque une déclaration publiée dans ce cadre. Nous le reproduisons ci-dessous.



« Nous rejetons catégoriquement toute action politique ou militaire visant à interférer dans le développement normal des institutions et des règles constitutionnelles de tout pays, » a déclaré le forum dans une déclaration de principe en vue du sommet UE- Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), prévue dans cette capitale les 17 et 18 juillet.

Le Sommet des Peuples, mécanisme traditionnel des mouvements sociaux et des forces progressistes, se tiendra parallèlement au sommet UE-Celac pour veiller à ce que la voix des peuples soit prise en compte. Dans sa déclaration de principes, il a appelé à condamner les campagnes médiatiques visant à déstabiliser des gouvernements démocratiquement élus.

La Celac compte parmi ses membres des nations confrontées à l'hostilité des États-Unis, comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, agressées par des mesures coercitives unilatérales, tandis que les gouvernements de la Bolivie, du Brésil et de la Colombie font face à des attaques d'extrême-droite subordonnées à des intérêts hégémoniques.

Le texte, signé par plus d'une centaine d'organisations sociales, culturelles, syndicales et politiques d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe, salue les signaux du monde vers une direction multipolaire et la reprise des réunions UE-Celac, interrompues depuis 2015.

Le Sommet des Peuples a exprimé sa préoccupation face à la crise multidimensionnelle qui sévit à l'échelle mondiale et aux effets inégaux sur les pays des deux régions.

Il a également souligné la nécessité pour l'UE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes de coopérer, de s'engager dans le multilatéralisme et de développer des relations équilibrées et justes qui enterrent tout colonialisme, dans le plein respect de la souveraineté et du principe de l'autodétermination.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://basta.media> / *Derrière les promesses des multinationales semencières : 99 % des OGM sont des plantes pesticides* par Sophie Chapelle

* <https://www.investigacion.net/fr/> / « *Quinze raisons pour lesquelles les médias ne font pas de journalisme* » par Caitlin Johnstone

* <https://www.mondialisation.ca/> / « *Pauvreté et Crise à l'échelle planétaire: la population mondiale appauvrie* » par Colin Todhunter



POUR NOURRIR LA REFLEXION

LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (3/3)

Nous poursuivons la publication de l'article du site «french.xinhuanet.com» dont les données analysées permettent de mieux comprendre les enjeux de la guerre que l'OTAN veut généraliser en instrumentalisant la situation qui prévaut en Ukraine. Il faut avoir accès à tous les sons de cloche pour, ensuite, faire sa propre analyse.



HEGEMONIE DU DOLLAR

Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont bien profité de leur dollar pour tirer des bénéfices de la création et du flux des richesses mondiales. Ils ont utilisé cette hégémonie pour accroître le risque financier dans les pays en développement, piller leurs richesses, dont les ressources et les biens immobiliers, et obtenir le monopole de services publics tels que l'eau, l'électricité et les transports dans ces pays. Dans les pays d'Amérique latine qui ont adopté le Consensus de Washington, le taux de croissance économique dans les années 1990 a chuté en moyenne de 50% par rapport aux années 1980.

Les "tueurs économiques" américains, parés de la couverture légale d'économistes, de banquiers et de conseillers financiers internationaux, manipulent d'autres pays par des moyens économiques, leurrent les pays en développement pour qu'ils tombent dans des pièges économiques préétablis, contrôlent les lignes de vie économiques et les ressources naturelles de ces pays, laissent les

fonds s'écouler vers les Etats-Unis en permanence, ainsi que consolident et étendent leur hégémonie économique, politique et militaire partout sur la planète, a déclaré l'économiste américain John Perkins dans son livre "Confessions d'un tueur à gage économique" paru en 2004.

C'est le cas depuis longtemps dans le commerce international : les Etats-Unis impriment leur dollar, le reste du monde échange des ressources et des biens en dollars dans le commerce mondial, puis achète des bons du Trésor américain et des actions de sociétés comme réserves de change, faisant ainsi revenir le dollar aux Etats-Unis et soutenant l'économie américaine. L'historien américain Niall Ferguson a appelé ce phénomène "le plus grand repas gratuit de l'histoire économique moderne".

Malgré le gonflement du déficit budgétaire et de la dette publique, les dettes américaines peuvent toujours bénéficier de taux d'intérêt bas en raison de l'hégémonie du dollar américain, ce qui permet aux Etats-Unis de recueillir des fonds du monde

entier à des coûts extrêmement bas. S'appuyant sur l'hégémonie du dollar, les Etats-Unis ont toujours joui de privilèges presque illimités pour imprimer de l'argent.

Après la crise financière de 2008, la Réserve fédérale (Fed) a lancé trois cycles d'assouplissement quantitatif entre fin 2008 à octobre 2014, répercutant la crise sur le monde entier par une émission excessive de dollars.

Depuis le déclenchement de la pandémie de nouveau coronavirus, afin de stimuler l'économie américaine et son marché boursier, la Fed a de nouveau eu recours au mode "super easing" avec un taux d'intérêt nul et un assouplissement quantitatif illimité. Après l'arrivée au pouvoir de l'administration Biden, elle a rapidement mis en place un plan de relance économique de 1.900 milliards de dollars.

Ce qui est plus remarquable, c'est que chaque fois que la Fed sauve le marché américain, les bénéficiaires ne sont pas des Américains ordinaires, mais le 1%



des élites américaines les plus riches, qui reçoivent la quasi-totalité des bénéfices que les Etats-Unis ont extraits dans le monde. La plupart des élites de ce centile supérieur sont les lobbies les plus puissants et les mieux financés, dont les GAFA, Wall Street, les assurances santé, les laboratoires pharmaceutiques, l'industrie des combustibles fossiles et le complexe militaro-industriel.

Les industries financières et de haute technologie américaines se sont rapidement développées pendant la pandémie, alors que les grandes entreprises américaines ont reçu d'énormes subventions via divers plans de relance économique. Dans le même temps, la plupart des dollars excédentaires ont afflué vers le marché boursier américain, ce qui a encore gonflé la richesse des riches. Selon les données du magazine américain Forbes parues en janvier, bien que des dizaines de millions d'Américains aient perdu leur emploi pendant la pandémie au cours de l'année écoulée, la richesse totale des plus de 650 milliardaires américains a augmenté de 1.300 milliards de dollars, en hausse de 38,6%, tandis que la richesse des cinq Américains les plus riches est passée de 358 milliards de dollars à 661 milliards de dollars au total, en hausse de 85%.

L'emploi frénétique de la planche à billets a créé l'illusion d'une prospérité temporaire aux Etats-Unis, mais de grands dangers se cachent derrière elle. Le bilan de la Fed dépasse désormais 8.000 milliards de dollars et la dette nationale américaine s'élève à 28.500 milliards de dollars. L'agence de notation Fitch a abaissé en juillet 2020 ses perspectives sur le crédit

souverain des Etats-Unis, passées à "négatives", jugeant que la flambée de la dette et des déficits l'éroderait.

La pratique américaine consistant à imprimer de l'argent pour que les autres pays "paient" leurs déficits finira par mettre en danger la domination du dollar. Ces dernières années, afin de se débarrasser de l'hégémonie du billet vert, la Russie, l'Union européenne, la Chine et d'autres pays ont accéléré leurs efforts de dédollarisation. George Soros a dit un jour en 2018 que le dollar perdrait son statut de principale monnaie de réserve et de moyen d'échange du monde au cours des prochaines années.

UNE JURIDICTION AU BRAS LONG

Dans son livre "Le piège américain" paru en 2019, Frédéric Pierucci, un ancien cadre d'Alstom, a fourni un témoignage de première main sur la répression de Washington envers Alstom au nom de la lutte contre la corruption. Il a relevé dans son livre que pendant plus d'une décennie, les Etats-Unis avaient réussi à démanteler de nombreuses grandes multinationales européennes sous couvert de lutte contre la corruption.

Au fil des ans, Washington a exploité des moyens tels que sa juridiction au bras long et les sanctions économiques pour contenir ses ennemis et les pays qu'il considère comme ses rivaux, entravant leur développement pour maintenir sa propre hégémonie.

Par exemple, les Etats-Unis ont promulgué la loi CAATSA (Counter America's Adversaries Through Sanctions Act) afin

d'étendre leurs sanctions contre la Russie, la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et l'Iran. Washington a activé le titre III de la loi Helms-Burton pour renforcer son embargo contre Cuba et imposer unilatéralement de lourdes sanctions économiques aux entreprises étrangères ayant des liens économiques avec Cuba.

Les Etats-Unis ont continué d'étendre l'application extra-territoriale de leurs lois nationales et ont placé de force des personnes et entités étrangères sous leur juridiction, quelles que soient les règles de compétence du droit international.

En vertu de leurs lois nationales, les Etats-Unis ont accès aux données des utilisateurs et aux informations de transfert de nombreuses banques européennes via le système interbancaire SWIFT. Ces dernières années, des entreprises européennes ont été constamment attaquées par le ministère américain de la Justice et les régulateurs financiers compétents, tandis que certaines entreprises accusées de "corruption" ou de violation de l'interdiction américaine des échanges avec Cuba, la Libye, la RPDC, l'Iran et d'autres pays ont écopé de centaines de millions voire des milliards de dollars d'amendes, a noté Ali Laïdi, chercheur à l'Institut français des relations internationales et stratégiques (IRIS).

Ces mesures ont infligé à certains pays des épreuves terribles et même des crises humanitaires, qui n'ont pas été moins destructrices que les guerres. Depuis le début de la pandémie, le Venezuela, la Syrie et l'Iran, longtemps soumis aux sanctions américaines, ont vu leur situation économique et sanitaire se dégrader, ainsi qu'une



grave situation épidémique émerger chez eux. Néanmoins, Washington est allé plus loin dans ses sanctions, aggravant encore la situation.

"Avec leurs sanctions illégales et inhumaines et leurs actions terroristes, les Américains ont infligé 150 milliards de dollars de dommages au peuple iranien", a déclaré le président iranien de l'époque, Hassan Rohani, en septembre 2020.

Les Etats-Unis ont truqué les règles économiques, les utilisant lorsqu'elles étaient compatibles avec leurs intérêts.

Sous l'administration Trump, pour saper la sécurité et la stabilité de la Chine et freiner son développement, les Etats-Unis lui ont formellement dénié le statut d'économie de marché dans des documents soumis à l'OMC, provoqué des différends commerciaux avec elle et imposé une série de sanctions unilatérales aux entreprises chinoises de haute technologie. Après son entrée en fonction, l'administration Biden a continué d'abuser du pouvoir de l'Etat, présentant une série de projets de loi et de décrets visant à supprimer et restreindre par tous les moyens Huawei et d'autres sociétés chinoises.

Les Etats-Unis ont même réprimé leurs alliés. Après la Seconde Guerre mondiale, l'essor économique rapide du Japon a entraîné une répression impitoyable de la part des Etats-Unis, comme en témoignent les Accords monétaires du Plaza en 1985. Lors de la construction du gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne, les Etats-Unis ont jugé que ce projet était préjudiciable à leurs intérêts dans la région et ont imposé de multiples séries de sanctions pour

entraver la progression du projet, provoquant un fort mécontentement de leurs alliés, notamment de l'Allemagne.



UN ORDRE INTERNATIONAL PERTURBE

Les Etats-Unis se servent de leur grande puissance pour faire de "l'exception américaine" le fondement théorique justifiant de fouler aux pieds les relations internationales sans raison valable.

Tout en demandant aux autres pays de respecter l'ordre international basé sur les règles, le pays place depuis longtemps ses propres intérêts au-dessus du système international avec l'ONU en son coeur, et de l'ordre international soutenu par le droit international.

Bien que les Etats-Unis aient joué un rôle pionnier dans la création des règles et systèmes internationaux pour la gouvernance politique et économique mondiale après la Seconde Guerre mondiale, le pays a pris l'habitude d'enfreindre les règles et de se retirer des organisations internationales dès qu'elles ne répondent pas aux exigences américaines. Depuis les années 1980, les Etats-Unis ont refusé de ratifier ou se sont unilatéralement retirés de nombreux traités et organisations

internationaux, tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence mondiale contre le racisme et le Protocole de Kyoto.

L'administration Trump a été particulièrement capricieuse puisque les Etats-Unis se sont retirés de plus de 10 organisations et accords internationaux en l'espace de quatre ans, notamment le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Plan d'action global commun et le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

Les Etats-Unis sont le seul pays à s'être opposé aux négociations sur un protocole de vérification pour la Convention sur l'interdiction des armes biologiques, faisant ainsi obstacle aux efforts de la communauté internationale pour vérifier les activités biologiques dans divers pays et nuisant au contrôle des armes biologiques.

En plus de fréquemment se retirer de groupes internationaux, les Etats-Unis punissent aussi tout groupe qui ose les défier. En 2020, l'administration Trump a annoncé qu'elle imposerait des sanctions économiques et des restrictions sur les voyages à l'encontre des responsables de la Cour pénale internationale (CPI) impliqués dans l'enquête sur les actes américains dans la guerre en Afghanistan. Cette mesure est encore plus grave que son précédent refus de reconnaître et mettre en oeuvre les jugements de la CPI ou de coopérer dans son enquête.

L'administration Biden a renoué avec certains accords et organisations internationaux dans le seul but de servir ses stratégies nationales, tout en restant à l'écart des accords dont elle estime qu'ils nuiraient à ses intérêts, comme le traité Ciel ouvert. Même si cette



administration a promu le "multilatéralisme sélectif", certains médias européens estiment que c'est un "America First 2.0".

En réalité, les Etats-Unis n'ont jamais fait preuve de gentillesse à l'égard des autres pays, qu'ils soient adversaires ou alliés, s'ils ne servent pas les intérêts américains. Ces dernières années, les Etats-Unis demandent à l'OTAN et à leurs alliés asiatiques d'augmenter leurs dépenses militaires et de payer des "frais de protection" plus élevés au pays pour que celui-ci déploie des soldats.

Juste avant la tournée européenne de M. Biden en juin dernier, il a été révélé que les Etats-Unis avaient espionné des politiciens chez leurs alliés européens, un nouveau scandale sur la surveillance américaine après le projet PRISM en 2013. Cela a démontré une nouvelle fois que les Etats-Unis mènent depuis longtemps une cyber surveillance à grande échelle et des cyber-attaques internationales : ce véritable empire de hackers est devenu la plus grande menace à la cyber sécurité mondiale.

La pandémie de COVID-19 est semblable à un miroir magique qui a dévoilé au grand jour la laideur de la politique "America First". Les Etats-Unis se sont engagés dans la voie de l'unilatéralisme depuis le début de la pandémie. En effet, ils ont accaparé des fournitures anti-épidémiques destinées à d'autres pays, édicté des embargos sur leur matériel médical et acheté les capacités de production des médicaments qui peuvent être utilisés pour traiter la maladie.

Leurs actes égoïstes ont choqué le monde et gravement nui à la coopération internationale contre

la pandémie. Alors que les vaccins ont donné de l'espoir dans la lutte mondiale contre la COVID-19, les Etats-Unis ont défendu le "nationalisme vaccinal" : ils ont commandé et acheté des vaccins à toute vitesse, même ceux qui étaient toujours en phase d'essais cliniques, et ont ainsi placé certains pays et régions sous-développés dans une situation désespérée avec aucun accès aux vaccins.

En parallèle, les Etats-Unis ont imposé des conditions politiques à leur assistance vaccinale. Dans un éditorial, le site d'informations espagnol El Mundo a rapporté que Washington avait prêté des vaccins au Mexique en échange d'un contrôle accru des migrants clandestins à la frontière du Guatemala. Le magazine bimensuel américain Foreign Policy a commenté sur son site que l'administration Biden courait toujours après les intérêts américains aux dépens des intérêts des autres pays du monde.

Les Etats-Unis ont secrètement installé des laboratoires biologiques en divers endroits du monde, afin de mener des activités de militarisation biologique. Le mystère de la relation entre Fort Detrick et la propagation de la COVID-19 n'a pas encore été résolu.

Hume Field, conseiller scientifique et politique pour la Chine et l'Asie du Sud-Est de l'organisation EcoHealth Alliance à New York, a affirmé que la politisation de la recherche sur les origines du coronavirus ne faisait que générer du "doute" et de la "méfiance", et minait fondamentalement les efforts internationaux unifiés nécessaires pour vaincre ce virus et cette pandémie.

UNE MANIPULATION IDEOLOGIQUE

En août, la Maison Blanche a annoncé qu'en décembre, M. Biden convoquerait les dirigeants des "démocraties du monde" pour un Sommet virtuel pour la démocratie, qui sera suivi "par un second sommet, en personne, environ une année plus tard".

Ironiquement, un récent sondage commandé par la fondation Alliance of Democracies auprès de 5.000 sondés dans plus de 50 pays a révélé que près de la moitié des personnes interrogées considéraient les Etats-Unis comme une menace envers la démocratie.

Les Etats-Unis se considèrent depuis longtemps comme une "cité au sommet d'une colline" et font la promotion de valeurs américaines telles que "la démocratie, la liberté et les droits de l'homme" en tant que soi-disant "valeur universelles". Ils estiment en outre qu'il en va de leur responsabilité de défendre leurs valeurs à travers le monde.

Pourtant, ces "valeurs universelles" constituent en réalité un outil idéologique pour les Etats-Unis de maintenir leur hégémonie internationale.

D'un côté, les Etats-Unis profitent de leur position dominante dans les domaines de la culture et des médias pour promouvoir de force la "démocratie" et les valeurs américaines dans le monde entier, en particulier dans les pays en développement. D'un autre côté, sous le couvert de soi-disant "valeurs universelles", ils tentent de donner des leçons de morale pour manipuler l'opinion publique internationale, attaquer sans raison valable des pays et entités qu'ils considèrent comme des



menaces et des rivaux et délibérément créer des divisions et des confrontations.

En 2010, marqué par la proposition du "Cadre stratégique national pour la communication" au Congrès par le président de l'époque, Barack Obama, le système national de propagande dirigé par le gouvernement américain est entré dans une nouvelle phase en devenant plus capable de mener des opérations inter-agences.

En 2014, un article du Guardian a révélé un programme secret mené par l'Agence américaine pour le développement international en vue d'infiltrer la scène cubaine du hip-hop et lancer un mouvement contre le gouvernement cubain.

Selon le média britannique, l'agence a recruté des dizaines de musiciens cubains pour des projets déguisés en initiatives culturelles visant en réalité à renforcer leur visibilité et encourager un mouvement de fans à défier le gouvernement.

Les Etats-Unis ont aussi relié leur aide économique au système politique en faisant pression sur les pays africains pour qu'ils suivent les modèles politiques occidentaux à travers des institutions financières internationales dirigées par les Etats-Unis.

Depuis les années 1980, les présidents américains ont fait de la promotion de la "démocratisation" des pays bénéficiaires l'un des principaux objectifs de l'aide américaine à l'étranger. Cependant, de telles démarches ont souvent engendré des catastrophes dans les pays bénéficiaires.

La "démocratisation" politique et la privatisation économique rapides dans de nombreux pays africains ont mené à des crises politiques de grande ampleur et même à des conflits meurtriers, certains pays étant toujours aux prises avec des troubles politiques à l'heure actuelle.

L'administration Biden promeut l'idée de "renouer avec le multilatéralisme" depuis sa prise de fonctions, mais dans la pratique, elle est toujours attachée à la politique des petites cliques, obsédée par les divergences idéologiques et déterminée à s'en prendre sans raison valable aux autres pays afin de servir ses propres intérêts au nom de la défense de "l'ordre international basé sur les règles".

Le contrôle hégémonique américain repose derrière le Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, l'Alliance "Five Eyes" (les "Cinq yeux"), le Groupe des Sept et d'autres cliques du même acabit qui ne représentent en aucune façon la communauté internationale.

Par exemple, l'administration Biden a poussé le Royaume-Uni, le Canada et d'autres alliés à répéter au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies leurs fausses accusations contre le progrès des droits humains en Chine, y compris les allégations sur le soi-disant "travail forcé" dans la région du Xinjiang.

Par ailleurs, le déplorable passé de génocide et d'extinction culturelle de ces pays, ainsi que les tragédies de discrimination raciale qui surviennent encore aujourd'hui chez eux, sont régulièrement exposés au grand public.

Lors de la 47e session du Conseil, plus de 90 pays ont appelé à la justice et exprimé leur soutien à la Chine, tournant ainsi le dos aux cliques anti-Chine.

Le magazine américain Foreign Affairs a rapporté, dans un article publié le 9 juillet, que "de la pandémie de COVID-19 aux règles commerciales internationales, de la lutte contre le changement climatique au développement économique, les Etats-Unis piétinent activement les priorités de la plupart des démocraties du monde. Dans ce processus et au nom de la démocratie, la politique étrangère américaine aggrave la crise démocratique mondiale et délégitimise la puissance américaine".

"Les démocraties libérales du monde ont perdu leur monopole à définir ce qu'est la démocratie", a souligné l'expert politique bulgare Ivan Krastev dans une tribune publiée en mai dans le New York Times. Citant une étude menée il y a quelques mois par le groupe de réflexion Pew Research Center, M. Krastev a indiqué qu'une grande majorité d'Américains "sont profondément déçus de leur propre système politique" et que "certains ne sont même pas convaincus de vivre dans une démocratie".

Graham Allison, professeur à l'Université d'Harvard et expert politique américain qui a popularisé l'expression "piège de Thucydide", avait précédemment affirmé dans un article publié par Foreign Policy que "l'unipolarité est finie, ainsi que l'illusion selon laquelle d'autres pays prendraient simplement leur place assignée dans un ordre international dirigé par les Etats-Unis". **Fin**





C'EST LA DEAL QUI DEFIGURE LE PAYSAGE MARTINICAIS ET NON PAS NOS MARINS-PECHEURS

Bel exemple de la malfaisance de la domination coloniale ! Des marins pêcheurs installés depuis des décennies sur une plage de Schoelcher ont reçu un courrier de la DEAL (Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) les sommant de déplacer leur bateau sous un délai d'une semaine, délai après lequel ils devraient payer une amende de 100 euros par jour. La DEAL est l'une des administrations françaises qui sévit dans notre pays. Celles-ci, bien sûr, sont toutes dirigées par des représentants du pouvoir colonial ou, si vous préférez, par ceux qui se qualifient eux-mêmes d'« expatriés ».

Dans cette affaire, le Préfet français a tenu à rappeler la loi : "L'occupation du domaine public maritime et la réalisation de travaux sans autorisation préalable constituent des infractions (...) pouvant faire l'objet de poursuites." (Communiqué du 13 juillet 2023)



Photo Léandre LITAMPHA (cf. son article du 16 juin 2008 dans Montray Kreyol « La Pêche artisanale en Martinique : avenir sombre ».

Parlons donc du respect de la loi ! Il y a d'abord celle des envahisseurs colonialistes qui ont massacré les habitants de « Jouanacaera » - rebaptisée « Martinique » - afin d'occuper l'île ; il y a encore la loi au titre de laquelle ils se sont octroyé la propriété des « 50 pas du roi », devenus sournoisement « 50 pas géométriques » sous la « République ». Depuis, règne la loi du plus fort.

*La vérité historique est que l'État colonial a distribué des concessions aux colons français qui, pour la plupart, sont devenus maîtres esclavagistes. La Loi, alors, interdisait aux asservis d'accéder à la propriété (Cf. le Code Noir). Quand, au début des années 1950, s'est imposée la nécessité de réglementer l'occupation de la zone des 50 Pas, et dans toutes les opérations qui ont suivi, la politique de l'État colonial n'a pas varié d'un iota : favoriser les privilégiés et faire obstacle à l'accession à la propriété des familles martiniquaises.*¹ C'est la règle du « deux poids deux mesures » qui a prévalu. Les membres de la caste dominante béké ont facilement obtenu des titres de propriété sur de vastes parcelles, pendant que des conditions drastiques étaient imposées aux autres occupants (limitation de surface, prix de vente dissuasif, etc.) Aujourd'hui, l'objectif du pouvoir colonial reste d'aménager le littoral en fonction de ses propres intérêts. Il entend y installer des espaces ouverts aux investisseurs, des vitrines touristiques offrant des hôtels prestigieux et des lieux d'accueil pour les expatriés en mal d'exotisme*².*

Revenons au cas de Schoelcher.

Les prétextes annoncés par la DEAL pour s'en prendre aux pêcheurs semblent louables : il faut mettre de l'ordre ! Il y a des gens, restaurateurs et plaisanciers, qui ne respectent pas la réglementation. Mais, sachant les services de l'État bien moins regardants dans de nombreuses autres situations, nous ne pouvons croire en la sincérité de leurs intentions. Oui, il faut que l'ordre et les réglementations soient respectés !

A condition, toutefois, que les véritables intérêts de notre peuple soient mis en avant. La pêche artisanale et ses promoteurs doivent être respectés ! Nos traditions doivent être protégées ! Quant aux intérêts de notre pays au plan économique, il est incontestable que le maintien des marins pêcheurs sur les plages, leur accompagnement à l'installation, le développement de multiples activités annexes autour de ce qui peut devenir un formidable « produit d'appel » pour un tourisme durable, seraient éminemment plus porteur que les ordres d'expulsion.

La Municipalité de Schoelcher, tout en rappelant sa volonté d'empêcher les dérives et de faire respecter les réglementations sur la plage, s'est engagée à accompagner les pêcheurs dans leur démarche de régularisation ou de relocalisation. Mais, c'est en amont que ceux-ci auraient dû être approchés, pas seulement, d'ailleurs pour être consultés ou informés, mais pour être co-décideurs de la politique de l'aménagement du territoire.

Évidemment de telles démarches ne sont pas envisageables dans le cadre de la domination et de la législation coloniales. A nous tous d'en tirer la conclusion !

*¹ A cette occasion nous avons pu découvrir, qu'après l'éruption de la Montagne Pelée en 1902, l'État s'était engagé à remettre gratuitement des titres de propriétés aux rescapés relogés à Schoelcher et Fonds Lahaye. Cela avait été notifié dans le Journal Officiel de la Colonie ! L'engagement n'a jamais été respecté !

*² Lors d'une mobilisation pendant laquelle des centaines de Martiniquais(es) étaient venus libérer l'accès à la plage de Désert à Sainte-Luce, plage illégalement privatisée par des « expatriés », la préfecture avait dépêché des gendarmes. L'un d'eux a cyniquement déclaré à un manifestant : « Nous ne sommes pas ici pour une question de plage, nous sommes là pour protéger nos ressortissants ! » Tout commentaire est superflu.

AGENDA

Dimanche 27 août 2023

9H00 – 14H00

PLACE MAHAULT - LAMENTIN



Pour ressouder la famille, martiniquaise, caribéenne et humaine.



Radio Jik An Bout

Lien : <https://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★

CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32

0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

★★★

